



N° 2023 -BU-92

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU BUREAU**

L'an deux mille vingt-trois, le Jeudi 20 Juillet, à dix-sept heures trente, le Bureau communautaire de la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan, régulièrement convoqué, s'est réuni à la mairie de Charrin sous la Présidence de Serge CAILLOT.

Présents :

Serge CAILLOT, Jean-Christophe SAVE, Antoine-Audoine MAGGIAR, Annick BERTRAND, Didier BOURLON, Michel MARIE, Serge DUCREUZOT, Marie-Claire RANVIER, Pierre TISSIER-MARLOT, David BONGARD, Michel MULOT, Jean-Paul LAMBOURG

Absents excusés : Dominique STRIESKA

Étaient également présents : Maëlle GRANGEON, DGS.

Secrétaire de séance : Serge DUCREUZOT

Envoyé en préfecture le 03/08/2023

Reçu en préfecture le 03/08/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230720-2023_BU_92-DE



Nombre de membres :

- Afférents au bureau communautaire : 13
- Présents : 12
- Procurations : 0
- Qui ont pris part à la délibération : 12

Tourisme : Convention OT

N° 2023-BU-92

M. Didier BOURLON, Vice-Président en charge du tourisme, explique que l'Office de tourisme a été sollicité ces derniers jours pour l'organisation de visites guidées sur son territoire pour des groupes. Ces visites sont demandées pour le mois de septembre, période à laquelle le guide conférencier Olivier Mazet aura achevé son contrat.

Pour rappel, dans le cadre des visites avec le guide conférencier, le tarif de 5€ par personne a été adopté par le bureau communautaire.

Afin de répondre positivement aux sollicitations, l'Office de tourisme propose de faire appel à son réseau de bénévoles qui interviennent ponctuellement au cours de l'année dans le cadre des visites de l'après-midi.

La convention permet de formaliser l'organisation et le montant de la visite guidée et les conditions d'annulation (au minimum 72h avant la date prévue de la visite. En cas d'annulation moins de 72h avant le jour de la visite, le montant est dû en totalité, sauf cas de force majeure).

.../...

Il est proposé un montant forfaitaire de 50€ pour une visite guidée d'environ 1h30, avec un groupe dont la jauge ne peut dépasser 30 personnes.

Après en avoir délibéré, le bureau communautaire, à l'unanimité,

- valide la convention entre l'Office de tourisme et l'association demandeuse
- valide le tarif de 50€ et l'ajoute dans la régie de recettes de la boutique de l'Office de tourisme.

Envoyé en préfecture le 03/08/2023

Reçu en préfecture le 03/08/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230720-2023_BU_92-DE



**Pour copie certifiée conforme,
Fait à Moulins-Engilbert,
Le 20 Juillet 2023**

**Le Secrétaire de Séance,
Serge DUCREUZOT.**



**Le Président,
Serge CAILLOT.**

Convention pour la prestation de visite guidée avec un guide bénévole

Entre l'**Office de Tourisme Bazois Loire Morvan**, 13 Rue Henri Renaud, 58360 SAINT-HONORE-LES-BAINS, siret 20006788200056, représentée par son Président, Serge CAILLOT, de la Communauté de Communes, en vertu d'une délibération du 16 juillet 2020,

ci-après dénommé l'**Office de Tourisme**,

Et

Association X – Adresse, siret 835 401 985 000 22, représenté par son Président, X

ci-après dénommé l'**association**,

Il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Cette convention a pour objectif de définir les conditions d'organisation des visites guidées qui sont conduites par un guide bénévole, hors période d'embauche du guide conférencier par l'**Office de tourisme**.

Le guide assure sa mission à titre gracieux et selon ses disponibilités.

Dans le cadre des visites avec le guide conférencier, le tarif de 5€ par personne s'applique.

ARTICLE 1 : Objet de la prestation de guidage

Dans le cadre de son travail régulier avec les personnes ressources du territoire, l'**Office de tourisme** a développé un réseau qui lui permet de répondre à certaines demandes de visites guidées.

Il appartient au guide de préparer sa visite et les supports éventuels.

La jauge d'une visite est définie en accord avec chaque guide. Dans tous les cas elle ne peut dépasser 30 personnes.

Le forfait d'une visite est fixé à 50€.

La durée d'une visite est estimée à 1h30.

La visite de (lieu) se déroulera le (date et heure) au départ de (adresse).

ARTICLE 2 : Engagement de l'Office de Tourisme

L'Office de tourisme s'assure de la disponibilité du guide.

Il porte à la connaissance de l'association que le guide est bénévole et intervient dans un cadre non professionnel. Le guide ainsi proposé est reconnu localement pour son savoir et ses compétences sur les aspects patrimoniaux, historiques, etc. sur un territoire donné.

L'Office de tourisme établit avec l'**association** les thèmes, l'heure et le point de départ de la visite.

En amont de la visite, il fait l'interface entre le guide et l'association.

ARTICLE 3 : Engagement de l'association

L'association demandeuse s'engage à régler le montant forfaitaire de 50€, quel que soit le nombre de participants.

Toute annulation d'une visite par l'**association** devra être signalée par téléphone, puis confirmée par écrit (courrier ou courriel) au minimum 72h avant la date prévue de la visite. En cas d'annulation moins de 72h avant le jour de la visite, le montant est dû en totalité, sauf cas de force majeure.

Le guide reste en attente de l'arrivée du groupe pendant la première demi-heure suivant l'heure de rendez-vous fixée. **L'association** doit prévenir **L'Office de tourisme** dans ce délai d'une demi-heure selon le numéro qui lui aura été communiqué.

La visite sera écourtée de la durée équivalente de ce retard ou, sous réserve de la disponibilité et de l'accord du guide et du groupe, pourra être rallongée d'autant.

Après une demi-heure de retard la visite est considérée comme annulée par l'**association**, le guide est libéré. Le montant de la prestation est dû en totalité.

L'Office de tourisme peut annuler la visite en cas d'événement fortuit (conditions météorologiques défavorables). Dans ce cas, la visite peut être reportée d'un commun accord avec l'**association** et le guide, ou annulée (sans aucune facturation).

ARTICLE 4 : Force majeure

Les Parties ne peuvent être tenues pour responsables de l'inexécution ou des retards dans l'exécution d'une de leurs obligations prévues à la convention si cette inexécution est due à la force majeure ou cas fortuit. De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français ainsi que : les grèves totales ou partielles, lock-out, intempéries, blocage des moyens de transport ou d'approvisionnement pour quelque raison que ce soit, tremblement de terre, incendie, tempête, inondation, dégâts des eaux, restrictions gouvernementales ou légales, modifications légales ou réglementaires, blocage des télécommunications, blocage indépendant de la volonté des Parties empêchant l'exécution normale de la convention. Cette liste n'étant pas exhaustive.

Le cas fortuit ou de force majeure suspend les obligations nées de la convention pendant toute la durée de son existence. Les obligations ainsi suspendues seront exécutées à nouveau dès que les effets de la (des) cause(s) de non-exécution ou retard auront pris fin, dans un délai qui sera défini d'un commun accord par les Parties.

Dans l'éventualité où un cas fortuit ou de force majeure viendrait à différer l'exécution des obligations prévues à la convention, d'une période supérieure à 3 (trois) mois, chacune des Parties pourra résilier la convention par courrier recommandé avec avis de réception, sans

pouvoir exiger de l'autre Partie une quelconque indemnisation, sauf à établir la faute de celle-ci.

ARTICLE 5 - Cession et transmission de la convention

La présente convention étant conclue intuitu personae, l'**association** s'interdit de la céder ou de la transférer, de quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable, exprès et écrit de l'**Office de tourisme**.

ARTICLE 6 - Intégralité

La présente convention constitue l'intégralité de l'accord conclu entre les Parties et annule et remplace l'ensemble des discussions, négociations, ententes et accords oraux ou écrits précédents concernant son objet.

ARTICLE 7 - Loi applicable et juridiction compétente

La présente convention est soumise au droit français exclusivement.

Les Parties s'efforceront de résoudre à l'amiable les différends qui pourraient surgir entre elles à propos de l'interprétation ou de l'exécution des termes de la présente convention.

Si elles n'y parviennent pas, les litiges seront portés devant les tribunaux compétents du ressort de la Cour d'appel de Dijon.

Le Président de l'association

Le Président de la Communauté de
communes Bazois Loire Morvan